Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
25 MAI 1951
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 4 avril 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la Force navale",

et, le 24 avril 1951, sur des amendements à ce projet de loi, a donné en sa séance du 25 avril 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications qui répondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées. Ces modifications figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e April 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende statuut der onderofficieren der actieve kaders van de Zeemacht",

en, de 24e April 1951, over amendementen op dit ontwerp van wet, heeft ter zitting van 25 April 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor in het ontwerp een aantal wijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering zoals deze hem zijn uitgedrukt. Die wijzigingen zijn in de onderstaande tekst opgenomen :

PROJET DE LOI PORTANT STATUT DES SOUS-OFFICIERS DES CADRES ACTIFS DE LA FORCE NAVALE.

BAUDOUIN, Prince Royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

Article 1er.-

Les sous-officiers de la force navale sont répartis en trois catégories : les sous-officiers de pont, les sous-officiers techniciens et les sous-officiers des services.

Parmi les sous-officiers de ces trois catégories, il existe un certain nombre de sous-officiers spécialistes.

Les sous-officiers sont, en outre, répartis en personnel navigant et personnel non-navigant.

.../...

Article 2.-

Pour être nommé sous-officier, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir subi avec succès les épreuves de sous-officier fixées par le Roi;

2° avoir justifié au cours d'épreuves fixées par le Roi, de la connaissance effective d'une des deux langues nationales et, en ce qui concerne les sous-officiers du personnel navigant, d'une connaissance de la seconde langue nationale suffisante pour comprendre les commandements à la mer;

3° avoir servi effectivement pendant au moins douze mois comme premier matelot ou six mois comme premier matelot spécialiste;

4° s'engager à servir en qualité de sous-officier pendant trois ans au moins.

Article 3.-

Il est créé un corps de sous-officiers de carrière de la force navale dans lequel les sous-officiers pourront être admis aux conditions fixées dans le chapitre II de la présente loi.

CHAPITRE II. - ADMISSION DANS LE CORPS DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE.

Article 4.-

Pour être admis dans le corps des sous-officiers de carrière, le sous-officier doit remplir les conditions suivantes :

1° avoir servi pendant trois ans au moins comme sous-officier d'active;

.../...

2° être porteur d'un certificat de fin d'études moyennes du degré inférieur ou d'études techniques correspondantes, ou avoir subi avec succès l'examen fixé par le Roi;

3° avoir subi avec succès les épreuves professionnelles fixées par le Roi;

4° justifier, pour les sous-officiers du personnel navigant, du temps de navigation fixé par le Roi;

5° demander son admission.

Article 5.-

La demande d'admission est faite au plus tôt six mois avant que le candidat ait trois ans de service effectif de sous-officier d'active.

Cette demande, accompagnée des avis des chefs hiérarchiques, est transmise au Ministre de la Défense nationale qui admet le candidat, refuse ou diffère son admission.

Article 6.-

Les sous-officiers dont la demande est acceptée sont admis dans le corps des sous-officiers avec leur ancienneté de quartier-maître.

Le Ministre de la Défense nationale notifie à l'intéressé son admission par l'octroi d'un brevet qui constitue le titre de la possession de l'état de sous-officier de carrière.

Article 7.-

Les sous-officiers dont l'admission est différée faute d'emploi disponible et ceux qui, pour cause de force majeure, n'ont pu, avant l'expiration de l'enga-

.../...

gement ou du rengagement en cours, réunir les conditions exigées par l'article 4, peuvent être autorisés à signer un nouveau rengagement.

Article 8.-

Les sous-officiers dont la demande n'est pas acceptée, sont rendus à la vie civile à l'expiration de l'engagement ou du rengagement en cours.

Il en est de même des sous-officiers qui, quoique réunissant les conditions exigées par l'article 4, n'ont pas demandé leur admission; toutefois, ces derniers disposent d'un délai d'un an à dater de leur départ de la force navale pour introduire une demande d'admission au sujet de laquelle il sera statué comme il est dit à l'article 5, alinéa 2.

Les sous-officiers dont il est question au présent article peuvent être admis dans les cadres de réserve de la force navale dans les conditions fixées par le Roi.

Article 9.-

Pour autant que les nécessités du service l'exigent, les sous-officiers de la force terrestre ou de la force aérienne peuvent être admis dans le corps des sous-officiers de carrière de la force navale aux conditions fixées par le Roi.

CHAPITRE III. - SORTIE DU CORPS DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE.

Article 10.-

Le sous-officier perd son état de sous-officier de carrière :

.../...

1° par la perte de la qualité de Belge;

2° par démission honorable;

3° par démission d'office;

4° par radiation.

Article 11.-

La démission honorable peut être accordée par le Ministre de la Défense nationale aux sous-officiers de carrière qui en font la demande.

Les sous-officiers qui ont obtenu leur démission honorable du corps des sous-officiers de carrière peuvent être nommés sous-officiers de réserve dans les conditions fixées par le Roi.

Ces sous-officiers de réserve peuvent obtenir, sous les conditions fixées par le Roi, leur réintégration dans les cadres actifs avec le grade dont ils étaient revêtus au moment de leur passage dans les cadres de réserve.

Article 12.-

La démission d'office peut être prononcée par le Ministre de la Défense nationale pour les motifs suivants :

1° manifestation publique d'une opinion hostile à la monarchie constitutionnelle, aux institutions fondamentales de l'Etat, aux libertés garanties par la Constitution ou pour offense à la personne du Roi;

2° inaptitude morale ou professionnelle au commandement;

3° inconduite habituelle;

4° faute grave dans le service, faute grave contre la discipline ou contre l'honneur;

.../...

5° faute de moindre gravité si le militaire a déjà été placé en non-activité par mesure disciplinaire;

6° désertion n'ayant donné lieu qu'à une peine disciplinaire;

7° condamnation a une ou plusieurs peines correctionnelles conditionnelles ou non, du chef de toute infraction prévue par le Code pénal ordinaire et pour lesquelles la radiation n'a pas été prononcée.

Le sous-officier démis d'office est rendu à la vie civile et, s'il a encore des obligations militaires, reste inscrit sur les contrôles de la force navale en qualité de matelot. Toutefois, le Ministre de la Défense nationale décide, dans chaque cas, si ce sous-officier peut être admis dans les cadres des sous-officiers de réserve et le grade dont il sera revêtu dans ces cadres.

Article 13.-

La démission d'office ne peut être prononcée par le Ministre de la Défense nationale qu'après avis d'un conseil d'enquête dont le Roi détermine la composition et le fonctionnement.

Article 14.-

La radiation est prononcée d'office par le Ministre de la Défense nationale dans les cas suivants :

1° condamnation à une peine criminelle;

2° condamnation à une ou plusieurs peines correctionnelles prononcées par un ou plusieurs jugements ou arrêts lorsque ces peines ne sont pas conditionnelles et lorsqu'elles atteignent ensemble :
   a) six mois d'emprisonnement du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, attentat

.../...

à la pudeur, viol, infractions prévues par les articles 379 à 386 du Code pénal ordinaire;

b) douze mois d'emprisonnement du chef de toutes autres infractions prévues par le Code pénal ordinaire;

3° dégradation militaire;

4° privation du grade prononcée par un jugement;

5° interdiction en tout ou en partie, à perpétuité ou à temps, des droits visés à l'article 123 sexies du Code pénal ordinaire.

La radiation entraîne le renvoi de l'armée; toutefois, le sous-officier rayé en vertu de l'alinéa 1er, 4°, est rendu à la vie civile et, s'il a encore des obligations militaires, reste inscrit sur les contrôles de la force navale en qualité de matelot.

CHAPITRE IV. - LES POSITIONS DU SOUS-OFFICIER DE CARRIERE.

Article 15.-

Le sous-officier de carrière se trouve dans l'une des positions suivantes :

1° à l'activité;

2° en congé sans solde;

3° en non-activité pour motif de santé;

4° en non-activité pour raison de captivité;

5° en non-activité par mesure disciplinaire;

6° à la réforme;

7° à la retraite.

.../...

Article 16.-

L'activité est la position du sous-officier de carrière pourvu d'un emploi, du sous-officier mis à la disposition du Ministre des Colonies ou du sous-officier envoyé en mission officielle, qu'il soit ou non placé momentanément hors cadre.

Article 17.-

Le congé sans solde est la position du sous-officier absent sur sa demande de l'emploi qu'il occupe pour une durée de trois mois au moins; il cesse pendant cette période de percevoir un traitement.

Le sous-officier ne peut, au cours de sa carrière, obtenir plus de douze mois de congé sans solde pour motif de convenance personnelle, sauf dans des cas exceptionnels déterminés par le Roi.

Article 18.-

La non-activité pour motif de santé est la position du sous-officier incapable de reprendre son emploi après une période d'absence pour motif de santé.

Le sous-officier est mis en non-activité pour motif de santé sur avis d'une commission médicale et suivant une procédure fixée par le Roi.

Article 19.-

La non-activité pour raison de captivité est la position du sous-officier prisonnier de guerre ou interné de guerre.

.../...

Article 20.-

La non-activité par mesure disciplinaire est la position du sous-officier de carrière que sa conduite ou sa manière de servir oblige à éloigner de son emploi sans que la nature ou la gravité des infractions commises puisse motiver la mise en jugement ou provoquer la radiation ou la démission d'office. Elle est prononcée par le Ministre de la Défense nationale pour une durée de un mois à six mois.

Article 21.-

La réforme est la position du sous-officier qui, n'étant pas dans les conditions légales d'ancienneté pour pouvoir bénéficier d'une pension à ce titre, est, pour motif de santé, écarté définitivement des cadres de la force navale.

Le sous-officier est mis à la réforme sur avis d'une commission médicale et suivant une procédure fixée par le Roi.

Article 22.-

La retraite est la position du sous-officier rendu à la vie civile et admis à la jouissance d'une pension d'ancienneté.

Il est maintenu sur les contrôles de la force navale, dans les conditions fixées par la législation sur la milice.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, le sous-officier qui est dans la position de retraite peut, à sa demande, être repris en service dans les conditions à fixer par le Roi. Ce nouveau service n'est pas susceptible de conférer des droits à la pension.

.../...

CHAPITRE V. - AVANCEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE.

Article 23.-

Les grades des sous-officiers se succèdent dans l'ordre suivant :

quartier-maître;
maître;
premier-maître;
premier-maître chef.

Le Roi fixe le nombre d'emplois de sous-officiers.

Les grades de maître, premier-maître et premier-maître chef constituent la classe des sous-officiers d'élite.

Le grade de premier-maître chef comporte un certain nombre de premiers-maîtres chefs de 1ère classe, fixé par le Roi.

Les appellations des grades sont complétées par l'indication de la fonction.

Article 24.-

L'avancement des sous-officiers de carrière de la force navale est réglé par le Roi.

Tout sous-officier est pourvu du brevet du grade qui lui est conféré.

Article 25.-

Le grade est disctinct de l'emploi.

Le sous-officier ne peut perdre son grade que dans les conditions fixées par la présente loi.

L'emploi est à la disposition du Ministre de la Défense nationale dans les conditions fixées par le Roi.

.../...

Article 26.-

L'avancement est conféré à l'ancienneté aux sous-officiers jugés aptes à exercer l'emploi du grade supérieur.

Chacune des trois catégories de sous-officiers, de pont, techniciens ou des services, a son avancement propre.

Toutefois, les sous-officiers spécialistes avancent dans leur spécialité.

Article 27.-

§ 1er. Les durées minima des services à accomplir effectivement dans chaque grade pour pouvoir être promu au grade supérieur sont de :

- trois ans dans le grade de quartier-maître;
- trois ans dans le grade de maître;
- quatre ans dans le grade de premier-maître.

Toutefois, le Roi peut fixer des durées minima moindres à accomplir par des sous-officiers spécialistes dans le grade de maître ou de premier-maître, pour pouvoir être nommé au grade supérieur.

§ 2. Les sous-officiers du personnel navigant doivent, pour être promus au grade supérieur, justifier de l'accomplissement d'un temps de navigation à déterminer par le Roi.

Article 28.-

Nul ne peut obtenir d'avancement s'il n'est dans la position d'activité.

Toutefois, les sous-officiers qui ont été dans la position de non-activité pour raison de captivité

.../...

et qui n'ont pas subi de perte d'ancienneté, ne peuvent pas avoir un avancement plus défavorable que les sous-officiers de leur grade et de leur ancienneté non prisonniers, de leur corps d'origine, les moins favorisés; l'avancement de ces sous-officiers suit les règles spéciales fixées par le Roi.

Article 29.-

Le temps passé en congé sans solde, sauf s'il a été accordé pour mission officielle, et le temps passé en non-activité par mesure disciplinaire sont décomptés de l'ancienneté.

La moitié du temps passé en non-activité pour motif de santé est décompté de l'ancienneté, sauf si cette non-activité est causée par invalidité ou maladie contractées à l'occasion du service.

Article 30.-

En ce qui concerne le sous-officier de carrière prisonnier ou interné de guerre, une commission militaire dont la composition est fixée par le Roi propose au Ministre de la Défense nationale, en tenant compte des circonstances de la capture ou de l'internement et de la conduite de l'intéressé pendant sa non-activité, les conséquences qui doivent être attachées à celle-ci relativement à son ancienneté.

Les avis de cette commission peuvent être déférés par le Ministre de la Défense nationale et par l'intéressé à une commission supérieure dont la composition est déterminée par le Roi. Cette commission est présidée par un conseiller effectif ou honoraire à la Cour d'appel, désigné par le Ministre de la Justice.

Les commissions dont il est question aux alineas 1er et 2 donnent leur avis dans les délais et les formes fixés par le Roi.

.../...

CHAPITRE VI. - TRANSFERT ET MISE HORS CADRE DES SOUS-OFFICIERS.

Article 31.-

Le sous-officier de carrière peut, à sa demande et selon les règles fixées par le Roi, obtenir son transfert d'une catégorie à une autre, ou d'une spécialité à une autre, pour convenance personnelle ou pour inaptitude physique ou professionnelle au service en mer.

Le sous-officier prend rang dans sa nouvelle catégorie ou sa nouvelle spécialité immédiatement après le sous-officier de même grade et de même ancienneté que lui. Il ne peut cependant participer à l'avancement qu' après avoir obtenu le brevet de sous-officier d'élite de sa nouvelle catégorie, ou le brevet de classe correspondante au grade qu'il détient de sa nouvelle spécialité.

Article 32.-

§ 1er. Le sous-officier peut être transféré d'office d'une catégorie à l'autre ou d'une spécialité à l'autre, lorsque les nécessités du service l'exigent et suivant les règles fixées par le Roi.

§ 2. Le sous-officier prend rang dans sa nouvelle catégorie ou sa nouvelle spécialité immédiatement après le sous-officier de même grade et de même ancienneté que lui.

Il ne peut cependant participer à l'avancement qu'après avoir obtenu soit le brevet de sous-officier d'élite de sa nouvelle catégorie, soit le brevet de classe, correspondant à son grade dans sa nouvelle spécialité.

.../...

S'il n'obtient pas en temps voulu le brevet dont il est question à l'alinéa précédent pour pouvoir participer à l'avancement, il pourra bénéficier, dès qu'il aura rempli ces conditions, d'une nomination avec rappel d'ancienneté et de traitement.

Article 33.-

Les sous-officiers mis à la disposition du Ministre des Colonies et ceux qui sont mis à la disposition d'une puissance étrangère ou d'une organisation internationale, sont hors cadre et conservent leur ancienneté et leurs titres à l'avancement.

Ils sont promus au grade supérieur à leur tour d'ancienneté s'ils réunissent toutes les conditions requises et, pour ceux qui sont mis à la disposition du Ministre des Colonies, s'ils font l'objet d'une proposition favorable de ce dernier.

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS GENERALES ET TRANSITOIRES.

Article 34.-

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas :

1° aux sous-officiers candidats aspirants ou candidats sous-lieutenants dont le statut est fixé par le Roi;

2° aux musiciens de la 1ère, 2ème et 3ème classe de la force navale, qui sont soumis aux dispositions de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers.

Article 35.-

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux sous-officiers pourvus d'un emploi de clairon,

.../...

à l'exception de celles reprises à l'article 4, 2°, 3° et 4°, et à l'article 27.

Toutefois, nul ne peut être nommé maître-clairon s'il n'a servi au moins pendant cinq années comme quartier-maître clairon.

Article 36.-

Lorsque l'armée est mobilisée pour la guerre, les articles 2, 7, 8, 11, 12, dernier alinéa, 14, dernier alinéa, 17, 18, 20, 22 et 27 peuvent ne pas être appliqués.

Article 37.-

Lors de la publication de la présente loi, les conditions fixées à l'article 4, 2°, ne seront pas exigées :

1° des sous-officiers d'élite de l'active de la force navale qui, au moment de la publication de la présente loi, sont effectivement revêtus du grade de maître, premier maître et premier maître-chef;

2° des sous-officiers de l'active de la force navale ayant servi au moins pendant douze mois en qualité de sous-officier à la Royal Navy, section belge, au cours de la guerre 1940-1945 et qui, au moment de la publication de la présente loi, sont effectivement revêtus du grade de quartier-maître;

3° des quartiers-maîtres de pont et techniciens possédant, au moment de la publication de la présente loi, un diplôme au moins équivalent à celui d'élève officier au cabotage ou de machiniste, ou de machiniste motoriste, pour des bateaux de 500 H.P. et plus, délivré par une école de navigation belge.

.../...

Les sous-officiers visés aux 1° et 2°, qui ne seront pas admis dans le corps des sous-officiers de carrière, pourront être autorisés à signer des rengagements pour une durée maximum de quatre ans.

Article 38.-

Les sous-officiers de l'active n'ayant pas appartenu en cette qualité à la Royal Navy, section belge, et revêtus du grade de quartier-maître au moment de la publication de la présente loi pourront, en vue de se conformer aux dispositions requises pour leur admission dans le cadre des sous-officiers de carrière, être admis à signer des rengagements pour un délai maximum de quatre ans à dater de la publication de la présente loi.

Article 39.-

Les sous-officiers de carrière de la force terrestre en service à la force navale pourront, dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente loi, solliciter et obtenir leur transfert définitif dans le cadre des sous-officiers de carrière de la force navale.

Ils y seront classés dans le grade correspondant à celui qu'ils détenaient à la force terrestre, compte tenu de l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans ce grade.

Ceux qui, ayant été mis à la disposition de la force navale, y auront été revêtus, avant la publication de la présente loi, d'un ou plusieurs grades supérieurs à celui qu'ils détenaient à la force terrestre, conserveront le dernier grade acquis à la force navale et seront classés dans le corps des sous-officiers de carrière suivant l'ancienneté acquise dans ce dernier grade.

.../...

Les sous-officiers de carrière de la force terrestre ayant sollicité et obtenu leur transfert définitif dans le cadre des sous-officiers de carrière de la force navale, dans les conditions spécifiées ci-dessus, ne seront plus autorisés à rentrer à la force terrestre et devront poursuivre leur carrière à la force navale.

Article 40.-

La durée des services accomplis en qualité de sous-officier à la force terrestre par un sous-officier placé en congé illimité avant le 1er mars 1949, pour lui permettre de contracter un rengagement volontaire à la force navale, pourra entrer en ligne de compte pour la détermination de la durée de trois ans prévue à l'article 4, 1°, pour autant qu'il ait été repris à la force navale avec un grade au moins correspondant à celui qu'il détenait à la force terrestre.

Article 41.-

La présente loi sort ses effets le 1er février 1946.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :
Le Ministre de la Défense nationale,

ONTWERP VAN WET HOUDENDE HET STATUUT VAN DE ONDEROFFICIEREN VAN HET ACTIEF KADER DER ZEEMACHT.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landsverdediging wordt er mede belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

HOOFDSTUK I.- VOORAFGAANDE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

De onderofficieren van de zeemacht zijn in drie categorieën verdeeld: de dekonderofficieren, de onderofficieren-technici en de onderofficieren van de diensten.

Een deel van de onderofficieren der drie categorieën zijn onderofficieren-specialisten.

De onderofficieren zijn bovendien verdeeld in varend en niet-varend personeel.

.../...

Artikel 2.-

Om tot onderofficier te worden benoemd, moet de candidaat de volgende voorwaarden vervullen :

1° met goed gevolg de door de Koning vastgestelde examens van onderofficier hebben afgelegd;

2° tijdens door de Koning vastgestelde examens het bewijs hebben geleverd van de grondige kennis van één der beide landstalen en, wat betreft de onderofficieren van het varend personeel, van voldoende kennis van de tweede landstaal om de bevelen op zee te verstaan;

3° ten minste twaalf maanden werkelijke dienst hebben als eerste-matroos of zes maanden als eerste-matroos-specialist;

4° zich er toe verbinden ten minste drie jaar als onderofficier te dienen.

Artikel 3.-

Een korps van beroepsonderofficieren van de zeemacht wordt opgericht, waarin de onderofficieren kunnen worden opgenomen onder de voorwaarden in hoofdstuk II van deze wet gesteld.

HOOFDSTUK II.- OPNEMING IN HET KORPS DER BEROEPSONDEROFFICIEREN.

Artikel 4.-

Om in het korps der beroepsonderofficieren te worden opgenomen, moet de onderofficier de volgende voorwaarden vervullen :

.../...

1° ten minste drie jaar dienst hebben als onderofficier van het actief kader;

2° houder zijn van een getuigschrift van volledige middelbare studiën van de lagere graad of van daarmede overeenstemmende technische studiën, of het door de Koning vastgesteld examen met goed gevolg hebben afgelegd;

3° met goed gevolg de door de Koning vastgestelde examens over beroepskennis hebben afgelegd;

4° voor de onderofficieren van het varend personeel, het bewijs leveren gedurende de door de Koning vastgestelde tijd gevaren te hebben;

5° zijn opneming aanvragen.

Artikel 5.-

De aanvraag om opneming wordt ingediend ten vroegste zes maanden voordat de candidaat drie jaar werkelijke dienst als onderofficier van het actief kader heeft.

Die aanvraag wordt samen met de adviezen van de hiërarchische meerderen overgemaakt aan de Minister van Landsverdediging, die de candidaat aanneemt of zijn aanneming afwijst dan wel uitstelt.

Artikel 6.-

De onderofficieren wier aanvraag is aanvaard, worden met hun anciënniteit van kwartiermeester in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen.

.../...

Van de opneming geeft de Minister van Landsverdediging de belanghebbende kennis door toekenning van een brevet, dat als bewijs geldt van het bezit van de staat van beroepsonderofficier.

Artikel 7.-

De onderofficieren wier opneming bij gebrek aan beschikbare betrekkingen is uitgesteld en degenen die wegens overmacht niet vóór het verstrijken van de lopende dienstverbintenis of wederdienstneming aan de in artikel 4 gestelde voorwaarden hebben kunnen voldoen, kunnen gemachtigd worden een nieuwe wederdienstneming aan te gaan.

Artikel 8.-

De onderofficieren wier aanvraag niet is aanvaard, keren na het verstrijken van de lopende dienstverbintenis of wederdienstneming naar het burgerlijk leven terug.

Dit geldt ook voor de onderofficieren die, ofschoon zij de in artikel 4 gestelde voorwaarden vervullen, niet om opneming verzocht hebben; deze kunnen nochtans een aanvraag om opneming indienen binnen één jaar ingaand bij hun vertrek uit de zeemacht. Over die aanvraag wordt beslist zoals bepaald in artikel 5, tweede lid.

De onderofficieren waarvan sprake in dit artikel kunnen in het reservekader van de zeemacht opgenomen worden onder de voorwaarden door de Koning gesteld.

.../...

Artikel 9.-

Voor zover de behoeften van de dienst het vereisen, kunnen de onderofficieren van het landleger of van de luchtmacht in het korps der beroepsonderofficieren van de zeemacht opgenomen worden onder de voorwaarden door de Koning gesteld.

HOOFDSTUK III.- UITTREDING UIT HET KORPS DER BEROEPSONDEROFFICIEREN.

Artikel 10.-

De onderofficier verliest zijn staat van beroepsonderofficier :

1° door het verlies van de staat van Belg;

2° door eervol ontslag;

3° door ontslag van ambtswege;

4° door schrapping.

Artikel 11.-

Het eervol ontslag kan door de Minister van Landsverdediging verleend worden aan de beroepsonderofficieren die er om verzoeken.

De onderofficieren die eervol ontslag uit het korps der beroepsonderofficieren hebben gekregen, kunnen tot reserve-onderofficier benoemd worden onder de voorwaarden door de Koning gesteld.

.../...

Aan deze reserve-onderofficieren kan, onder de voorwaarden door de Koning gesteld, wederopneming in het actief kader toegestaan worden met de graad die zij op het tijdstip van hun overgang naar het reservekader bekleedden.

Artikel 12.-

Het ontslag van ambtswege kan door de Minister van Landsverdediging uitgesproken worden om de volgende redenen :

1° openbare uiting van een vijandige mening tegenover de grondwettelijke monarchie, de fundamentele instellingen van de Staat, de door de Grondwet gewaarborgde vrijheden of belediging aan 's Konings persoon;

2° zedelijke of beroepsongeschiktheid tot de bevelvoering;

3° habitueel wangedrag;

4° zware tekortkoming in de dienst, zware tekortkoming tegen de tucht of tegen de eer;

5° minder zware tekortkoming, indien de militair reeds bij tuchtmaatregel op non-activiteit werd gesteld;

6° desertie die alleen een tuchtstraf tot gevolg had;

7° veroordeling tot één of meer al dan niet voorwaardelijke correctionele straffen wegens een misdrijf omschreven in het gewone Strafwetboek en waarvoor de schrapping niet is uitgesproken.

De van ambtswege ontslagen onderofficier keert naar het burgerlijk leven terug en blijft, zo hij nog militaire verplichtingen heeft, als matroos op de stamlijsten van de zeemacht ingeschreven. Nochtans beslist de Minister van Landsverdediging voor ieder geval of en met welke graad die onderofficier in het kader der reserve-onderofficieren mag opgenomen worden.

.../...

Artikel 13.-

Het ontslag van ambtswege kan door de Minister van Landsverdediging niet worden uitgesproken dan na advies van een onderzoeksraad, waarvan de Koning de samenstelling en de werking bepaalt.

Artikel 14.-

De schrapping wordt van ambtswege door de Minister van Landsverdediging uitgesproken in de volgende gevallen :

1° veroordeling tot een criminele straf;

2° veroordeling tot een of meer correctionele straffen, uitgesproken bij één of meer vonnissen of arresten, indien die straffen niet voorwaardelijk zijn en samen belopen:

a) zes maanden gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, misdrijven omschreven in de artikelen 379 tot 386 van het gewoon Strafwetboek;

b) twaalf maanden gevangenisstraf wegens alle andere in het gewoon Strafwetboek omschreven misdrijven;

3° militaire degradatie;

4° beroving van de graad bij vonnis uitgesproken;

5° gehele of gedeeltelijke, leverslange of tijdelijke ontzetting van de rechten genoemd in artikel 123 sexies van het gewone Strafwetboek.

.../...

De schrapping brengt de wegzending uit het leger met zich; nochtans keert de krachtens het eerste lid, 4°, geschrapte onderofficier naar het burgerlijk leven terug en blijft hij, zo hij nog militaire verplichtingen heeft, als matroos op de stamlijsten van de zeemacht ingeschreven.

HOOFDSTUK IV.- DE TOESTANDEN VAN DE BEROEPSONDEROFFICIEREN.

Artikel 15.-

De beroepsonderofficier verkeert in één van de volgende toestenden :

1° in werkelijke dienst;

2° met verlof zonder soldij;

3° op non-activiteit om gezondheidsredenen;

4° op non-activiteit om reden van gevangenschap;

5° op non-activiteit bij tuchtmaatregel;

6° op reform;

7° gepensionneerd.

Artikel 16.-

De werkelijke dienst is de toestand van de beroepsonderofficier die een betrekking bekleedt, van de onderofficier die ter beschikking van de Minister van Koloniën is gesteld of van de onderofficier die met een officiële opdracht is belast en daarbij al dan niet tijdelijk buiten kader gesteld is.

.../...

Artikel 17.-

Het verlof zonder soldij is de toestand van de onderofficier die op eigen aanvraag gedurende ten minste drie maanden in de door hem beklede betrekking afwezig is; gedurende dit tijdperk trekt hij geen wedde.

De onderofficier kan gedurende zijn loopbaan niet meer dan twaalf maanden verlof zonder soldij krijgen voor persoonlijke aangelegenheden, behalve in uitzonderlijke gevallen door de Koning bepaald.

Artikel 18.-

De non-activiteit om gezondheidsredenen is de toestand van de onderofficier die, na een tijdperk van afwezigheid wegens ziekte, onbekwaam is zijn betrekking terug waar te nemen.

De onderofficier wordt om gezondheidsredenen op non-activiteit gesteld op advies van een geneeskundige commissie en volgens een door de Koning vastgestelde procedure.

Artikel 19.-

De non-activiteit om reden van gevangenschap is de toestand van de onderofficier die krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerde is.

Artikel 20.-

De non-activiteit bij tuchtmaatregel is de toestand van de beroepsonderofficier die wegens zijn gedrag of zijn wijze van dienen uit zijn betrekking moet verwijderd worden, zonder dat hij uit hoofde van de aard of de ernst van de gepleegde misdrijven moet worden berecht, geschrapt of van ambtswege ontslagen. Zij wordt door de Minister van Landsverdediging uitgesproken voor een duur van één tot zes maanden.

Artikel 21.-

De reform is de toestand van de onderofficier die niet aan de wettelijke voorwaarden voldoet om op een anciënniteitspensioen aanspraak te hebben en om gezondheidsredenen voorgoed uit het kader van de zeemacht wordt verwijderd.

De onderofficier wordt op reform gesteld op advies van een geneeskundige commissie en volgens een door de Koning vastgestelde procedure.

Artikel 22.-

Het pensioen is de toestand van de naar het burgerlijk leven teruggekeerde onderofficier wie een anciënniteitspensioen werd toegekend.

Hij blijft op de stamlijsten van de zeemacht ingeschreven onder de voorwaarden door de wet op de militie bepaald.

De onderofficier in de toestand van pensioen kan nochtans in uitzonderlijke omstandigheden en op eigen aanvraag weder in dienst genomen worden onder de voorwaarden door de Koning gesteld. Deze nieuwe dienst kan geen aanspraak op pensioen verlenen.

HOOFDSTUK V.- BEVORDERING VAN DE BEROEPS-ONDEROFFICIEREN.

Artikel 23.-

Voor de graden der onderofficieren geldt de volgende rangorde :

.../...

kwartiermeester;
meester;
eerste-meester;
eerste-oppermeester.

De Koning stelt het getal der betrekkingen van onderofficier vast.

De graden van meester, eerste-meester en eerste - oppermeester vormen de klasse der keuronderofficieren.

De graad van eerste-oppermeester omvat een aantal eerste-oppermeesters 1e klasse, vastgesteld door de Koning.

De benamingen der graden worden aangevuld met de aanduiding van het ambt.

Artikel 24.-

De bevordering der beroepsonderofficieren van de zeemacht wordt door de Koning geregeld.

Ieder onderofficier is houder van een brevet voor de hem verleende graad.

Artikel 25.-

De graad is te onderscheiden van de betrekking.

De onderofficier kan zijn graad niet verliezen dan onder de voorwaarden in deze wet gesteld.

Over de betrekking beschikt de Minister van Landsverdediging, onder de voorwaarden door de Koning gesteld.

.../...

Artikel 26.-

De bevordering wordt volgens de anciënniteit verleend aan de onderofficieren die geschikt bevonden zijn om de betrekking van de hogere graad uit te oefenen.

Elke der drie categorieën: dekonderofficieren, onderofficieren-technici en onderofficieren van de diensten, heeft haar eigen bevordering.

De onderofficieren-specialisten echter worden in hun specialiteit bevorderd.

Artikel 27.-

§ 1. De minimumdiensttijd, die in elke graad werkelijk moet gedaan worden om tot de hogere graad te kunnen bevorderd worden, bedraagt :

drie jaar in de graad van kwartiermeester;
drie jaar in de graad van meester;
vier jaar in de graad van eerste-meester.

Nochtans kan de minimumdiensttijd, die de onderofficieren-specialisten in de graad van meester of eerste-meester moeten doen om in een hogere graad te kunnen benoemd worden, door de Koning worden verminderd.

§ 2. Om tot de hogere graad bevorderd te worden, moeten de onderofficieren van het varend personeel het bewijs leveren dat zij gedurende een tijd, door de Koning te bepalen, hebben gevaren.

Artikel 28.-

Niemand kan bevordering bekomen indien hij niet in de toestand van activiteit verkeert.

.../...

Nochtans mogen de onderofficieren, die wegens gevangenschap op non-activiteit zijn geweest en die geen verlies van anciënniteit hebben ondergaan, geen ongunstigere bevordering hebben dan de minst bevoordeelde niet krijgsgevangene onderofficieren van hun korps van herkomst met dezelfde graad en anciënniteit; de bevordering dezer onderofficieren geschiedt volgens bijzondere regelen door de Koning vastgesteld.

Artikel 29.-

De tijd doorgebracht met verlof zonder soldij, behalve indien het werd verleend voor een officiële opdracht, en de tijd doorgebracht op non-activiteit bij tuchtmaatregel, worden van de anciënniteit afgetrokken.

De helft van de tijd, doorgebracht op non-activiteit om gezondheidsredenen, wordt van de anciënniteit afgetrokken, behalve wanneer die non-activiteit werd veroorzaakt door invaliditeit of ziekte ter gelegenheid van de dienst opgelopen.

Artikel 30.-

Wat de gevangengenomen of geïnterneerde beroepsonderofficier betreft, doet een militaire commissie, waarvan de samenstelling bepaald wordt door de Koning, rekening houdend met de omstandigheden van de gevangenneming of internering en met het gedrag van de belanghebbende gedurende zijn non-activiteit, een voorstel aan de Minister van Landsverdediging in verband met de gevolgen welke de non-activiteit zal hebben ten opzichte van zijn anciënniteit.

.../...

De adviezen van die commissie kunnen door de Minister van Landsverdediging en door de belanghebbende verwezen worden naar een hoge commissie, waarvan de samenstelling door de Koning wordt bepaald. Deze commissie wordt voorgezeten door een werkelijk of honorair raadsheer in het Hof van beroep, die door de Minister van Justitie wordt aangewezen.

De commissies waarvan sprake in het eerste en tweede lid geven hun advies binnen de tijd en in de vormen door de Koning bepaald.

HOOFDSTUK VI.- OVERPLAATSING EN BUITEN KADER STELLEN DER ONDEROFFICIEREN.

Artikel 31.-

De beroepsonderofficier kan op zijn aanvraag en volgens de regelen door de Koning vastgesteld, om persoonlijke aangelegenheden of wegens lichamelijke of beroepsonbekwaamheid voor de dienst op zee, zijn overplaatsing van de ene categorie naar de andere of van de ene specialiteit naar de andere bekomen.

De onderofficier neemt in zijn nieuwe categorie of in zijn nieuwe specialiteit onmiddellijk rang in na de onderofficier met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit. Voor de bevordering komt hij evenwel pas in aanmerking na in zijn nieuwe categorie het brevet van keuronderofficier of in zijn nieuwe specialiteit het brevet van de klasse die overeenstemt met de beklede graad te hebben gehaald.

.../...

Artikel 32.-

§ 1. De onderofficier kan van ambtswege van de ene categorie naar de andere of van een specialiteit naar de andere worden overgeplaatst, indien de behoeften van de dienst zulks vergen, en volgens de regels door de Koning vastgesteld.

§ 2. De onderofficier neemt in zijn nieuwe categorie of in zijn nieuwe specialiteit rang in onmiddellijk na de onderofficier met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit.

Voor de bevordering komt hij evenwel pas in aanmerking na hetzij in zijn nieuwe categorie het brevet van keuronderofficier, hetzij in zijn nieuwe specialiteit het brevet van de klasse die overeenstemt met zijn graad te hebben gehaald.

Indien hij het brevet waarvan sprake in het vorige lid, niet op tijd heeft gehaald om voor bevordering in aanmerking te komen, kan hij, zodra hij de voorwaarden vervult, een benoeming krijgen met aanvulling van anciënniteit en nabetaling van wedde.

Artikel 33.-

De onderofficieren die ter beschikking van de Minister van Koloniën gesteld en die welke ter beschikking van een vreemde mogendheid of van een internationale organisatie gesteld zijn, zijn buiten kader en behouden hun anciënniteit en hun aanspraken op bevordering.

.../...

Zij worden volgens anciënniteit tot de hogere graad bevorderd indien zij al de vereiste voorwaarden vervullen en, wat degenen betreft die ter beschikking van de Minister van Koloniën zijn gesteld, indien zij door hem gunstig voorgedragen worden.

HOOFDSTUK VII.- ALGEMENE EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 34.-

De bepalingen van deze wet zijn niet toepasselijk :

1° op de onderofficieren candidaat-aspiranten of candidaat-onderluitenants, wier statuut door de Koning is vastgesteld;

2° op de muzikanten 1e, 2e en 3e klasse der zeemacht, die onderworpen zijn aan de bepalingen der wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren.

Artikel 35.-

De bepalingen van deze wet zijn toepasselijk op de onderofficieren die een betrekking van klaroenblazer bekleden, met uitzondering van de bepalingen neergelegd in artikel 4, 2°, 3° en 4°, en in artikel 27.

Nochtans kan niemand tot meester-klaroenblazer worden benoemd indien hij niet ten minste vijf jaar als kwartiermeester-klaroenblazer gediend heeft.

.../...

Artikel 36.-

Wanneer het leger voor de oorlog gemobiliseerd is, kan van de toepassing van de artikelen 2, 7, 8, 11, 12, laatste lid, 14, laatste lid, 17, 18, 20, 22 en 27 worden afgezien.

Artikel 37.-

Bij de bekendmaking van deze wet zullen de voorwaarden, bepaald onder 2° van artikel 4, niet vereist worden :

1° van de keuronderofficieren van het actief kader van de zeemacht die op het tijdstip van de bekendmaking van deze wet werkelijk met de graad van meester, eerste-meester en eerste-oppermeester bekleed zijn;

2° van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht die tijdens de oorlog 1940-1945 gedurende ten minste twaalf maanden als onderofficier bij de Royal Navy - Belgische Sectie gediend hebben, en op het tijdstip van de bekendmaking van deze wet werkelijk met de graad van kwartiermeester zijn bekleed;

3° van de dekkwartiermeesters en kwartiermeesters-technici die op het tijdstip van de bekendmaking van deze wet een diploma bezitten, op zijn minst gelijkwaardig aan het door een Belgische zeevaartschool uitgereikt diploma van leerling-officier ter kustvaart of van machinist of van machinist-motorist voor schepen van 500 P.K. en meer.

De onderofficieren bedoeld onder 1° en 2° die niet in het korps der beroepsonderofficieren zullen opgenomen worden, zullen kunnen gemachtigd worden wederdienstnemingen aan te gaan voor een duur van ten hoogste vier jaar.

.../...

Artikel 38.-

De onderofficieren van het actief kader die niet in die hoedanigheid tot de Royal Navy - Belgische Sectie behoord hebben en op het tijdstip van de bekendmaking van deze wet met de graad van kwartiermeester zijn bekleed, kunnen, ten einde de vereiste voorwaarden te vervullen om in het korps der beroepsonderofficieren opgenomen te worden, gemachtigd worden wederdienstnemingen aan te gaan voor een duur van ten hoogste vier jaar te rekenen van de bekendmaking van deze wet.

Artikel 39.-

De beroepsonderofficieren van het landleger in dienst bij de zeemacht kunnen, binnen een termijn van één jaar te rekenen van de bekendmaking van deze wet, hun definitieve overplaatsing naar het kader der beroepsonderofficieren van de zeemacht aanvragen en bekomen.

Zij worden er gerangschikt in de graad die overeenstemt met die welke zij bij het landleger bekleedden, met inachtneming van de anciënniteit in deze graad verkregen.

De onderofficieren die, vóór de bekendmaking van deze wet ter beschikking van de zeemacht gesteld, daar bevorderd zijn tot één of meer hogere graden dan die welke zij bij het landleger bekleedden, behouden de laatste graad bij de zeemacht verkregen, en worden in het korps der beroepsonderofficieren gerangschikt volgens de in de laatste graad verkregen anciënniteit.

.../...

De beroepsonderofficieren van het landleger die onder de hierboven genoemde voorwaarden hun definitieve overplaatsing naar het kader der beroepsonderofficieren van de zeemacht hebben aangevraagd en bekomen, krijgen geen toelating meer om naar het landleger terug te keren en vervolgen hun verdere loopbaan bij de zeemacht.

Artikel 40.-

De duur van de diensttijd, gedaan in de hoedanigheid van onderofficier bij het landleger door een onderofficier, met onbepaald verlof geplaatst vóór 1 Maart 1949 ten einde hem toe te laten een vrijwillige wederdienstneming bij de zeemacht aan te gaan, kan in aanmerking komen bij het bepalen van de duur van drie jaar bepaald bij artikel 4, 1°, voor zover hij bij de zeemacht opgenomen werd met een graad ten minste overeenstemmend met die welke hij bij het landleger bekleedde.

Artikel 41.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Februari 1946.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

Messieurs : / de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, / eerste-voorzitter van de Raad van State,	président / voorzitter
	V. DEVAUX, / M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat / raadsheren van State	
	E. VAN DIEVOET, / J. MERTENS,	assesseurs de la section de législation / bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, / adjunct-griffier,	greffier / griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.